

**La direction locale convoquait le 7/01/2019 le traditionnel Comité Technique Local (C.T.L.) « suppression d'emplois ». Dans la continuité du boycott du Comité Technique de Réseau du 21/12/2018, les représentants Solidaires Finances Publiques 25 ont déposé une déclaration liminaire et ont quitté la salle de réunion, refusant de participer au démantèlement de la DGFIP.**

## **Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques 25 au C.T.L du 07 janvier 2019**

Lors du comité Technique de réseau du 21 décembre dernier une nouvelle purge des emplois a été annoncée. Cela ne fait que confirmer le fossé qui se creuse entre la direction de nos ministères et l'expérience des agents dans les services.

Ce sont encore 2 090 suppressions d'emplois actées pour 2019. Pour le Doubs, la sanction est très lourde : 20 emplois doivent disparaître !

La saignée continue : 24 000 emplois perdus depuis 2010 à la DGFIP !

Ce choix dogmatique de la réduction à tout prix amène au démantèlement de nos missions et de nos structures.

Peu importe les agents, leur charge de travail, leurs conditions de travail, les missions, le service public, nos dirigeants continuent la purge, obnubilés qu'ils sont par ce qu'ils considèrent comme prioritaire pour le redressement de la France, c'est-à-dire l'essor des entreprises, du moins celui des grands groupes industriels et financiers.

Pour Solidaires Finances Publiques 25, cette nouvelle purge s'inscrit dans un contexte social inédit et dans la bascule du prélèvement à la source. L'appel à la mobilisation générale du DG dans ce cadre est irresponsable et insoutenable pour l'ensemble des agents et des agents. Il entraînera la dégradation, sans commune mesure, des conditions de travail, de la qualité des missions et du service rendu à l'utilisateur.

Ainsi, ces 2090 suppressions d'emplois sont inacceptables au regard de l'augmentation continue des charges de travail et alors qu'en 2017, près de 400 000 heures de travail gratuit ont été exécutées par les personnels, ce qui représente au bas mot l'équivalent de plus de 250 ETP. Et encore, ces heures grises ne sont que partiellement mesurées.

Une partie de l'encadrement supérieur a clairement fait son choix, celui de participer activement à la destruction des missions de la DGFIP, se souciant sans doute plus de ses propres intérêts que du service public et de l'intérêt général.

La direction générale accompagne ce mouvement, c'est indéniable. Certains responsables locaux démarchent carrément les collectivités pour les inciter à créer des agences comptables ! L'objectif de la DG a été clairement affiché : 1 trésorerie par EPCI !

Solidaires Finances Publiques vous signifie qu'il ne vous laissera pas, sans combattre, détruire la DGFIP comme vous prévoyez de le faire ! D'administrateur des finances Publiques, vous en devenez un des liquidateurs.

Pour Solidaires Finances Publiques, il est inconcevable de cautionner, d'entériner ou d'accompagner la mort de la DGFIP, de nos emplois, de nos missions, de nos métiers.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques 25 refusent de participer à ces funérailles. Nous ne serons jamais les fossoyeurs du service public.

Les élus Solidaires Finances Publiques 25

